

HONORAIRES

CESSION DE FONDS DE COMMERCE, DROIT AU BAIL ET VENTE DE LOCAUX COMMERCIAUX(1)

Taux recommandés à ne jamais dépasser

Prix de vente

Montant des honoraires

< ou égal à 25 000 €
25 001 € à 50 000 €
50 001 € à 100 000 €
> 100 000 €

Forfait de 5 000 € HT*

Forfait de 7 500 € HT*

Forfait de 10 000 € HT*

10 % HT** du prix de vente

CESSION DE PARTS SOCIALES ET CESSIONS EN PROCEDURES COLLECTIVES(1)

Valeur vénale du fonds de commerce

Montant des honoraires

Honoraires calculés sur la valeur vénale du fonds de commerce. La TVA en vigeur s'ajoute à ces honoraires

< ou égal à 25 000 €
25 001 € à 50 000 €
50 001 € à 100 000 €
> 100 000 €

Forfait de 5 000 € HT*

Forfait de 7 500 € HT*

Forfait de 10 000 € HT*

10 % HT** du prix de vente

HONORAIRES DE LOCATION - LOCATION GERANCE(1)

Taux recommandés à ne jamais dépasser

Tarif location

Montant des honoraires

Locaux et terrains commerciaux, artisanaux, industriels, bureaux, entrepôts, garages, etc.

30 % HT du loyer annuel facial*** (ou de la redevance si locationgérance) sur tout type de bail (professionnel, commercial, de courte durée, etc.)

Location avec pas de porte d'un montant minimum de 5 000 € HT (6 000 € TTC)

Voir honoraires fonds de commerce

Le conseiller n'est pas habilité à rédiger le bail commercial, ni l'état des lieux. L'état des lieux et la rédaction du bail peuvent être établis par avocats, huissiers, notaires ou tous professionnels habilités à la demande du propriétaire et/ou du locataire. Les honoraires convenus avec le rédacteur seront alors directement payés par l'intéressé.

HONORAIRES DE LOCATION - AVEC OPTION D'ACHAT(1)

Honoraires

Montant des honoraires

30 % HT du loyer annuel facial*** des baux professionnels, commerciaux et de courte durée

Locaux et terrains commerciaux, artisanaux, industriels, bureaux, entrepôts, garages, etc.

50 % des honoraires prévus dans notre barème honoraires sur locaux commerciaux

^{*} Taux en vigueur en sus

^{**} Pourcentage sur le prix de vente (TVA en sus)

^{***} Valeur du loyer inscrit sur le bail

⁽¹⁾ Il est précisé que les prix ci-dessus doivent être effectivement appliqués dans une majorité des transactions. Il est possible d'y déroger seulement à la baisse pour des affaires particulières et dans les limites proches des conditions pratiquées (Note de la DGCCRF suite à l'arrêté du 10/01/2017)